

**DECRET****Décret n° 2009-66 du 19 janvier 2009 modifiant le décret n° 2007-1873 du 26 décembre 2007 instituant une aide à l'acquisition des véhicules propres**

NOR: DEVC0829551D

Version consolidée au 21 janvier 2009

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu la directive 70/156/CEE du Conseil, du 6 février 1970, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ;

Vu la directive 80/1268/CEE du Conseil, du 16 décembre 1980, relative aux émissions de dioxyde de carbone et à la consommation de carburant des véhicules à moteur ;

Vu la directive 2007/46/CE, du Parlement européen et du Conseil, du 5 septembre 2007, établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinées à ces véhicules ;

Vu le règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2007-1873 du 26 décembre 2007 instituant une aide à l'acquisition des véhicules propres, Décrète :

**Article 1 En savoir plus sur cet article...**

Le décret du 26 décembre 2007 susvisé est modifié conformément aux articles 2 à 10 du présent décret.

**Article 2**

A modifié les dispositions suivantes :

Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 1 (V)

**Article 3**

A modifié les dispositions suivantes :

Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 2 (V)

**Article 4**

A modifié les dispositions suivantes :

Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 3 (V)

**Article 5**

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 4 (V)

## Article 6

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 5 (V)

## Article 7

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 6 (V)

## Article 8

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 9 (V)

## Article 9

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 10 (V)

## Article 10

A modifié les dispositions suivantes :  
Modifie Décret n°2007-1873 du 26 décembre 2007 - art. 11 (V)

## Article 11 En savoir plus sur cet article...

Les dispositions des articles 2 à 10 s'appliquent aux acquisitions, prises en location et travaux faisant l'objet d'une facturation à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

## Article 12 En savoir plus sur cet article...

I. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux acquisitions et prises en location de véhicule neuf ou de véhicule de démonstration qui s'accompagnent du retrait de la circulation d'un véhicule ancien et qui font l'objet d'une facturation entre le 4 décembre 2008, lorsque le véhicule facturé a été commandé ou a fait l'objet d'un contrat de location signé à compter de cette même date, et le 31 décembre 2009.

II. - Une aide de 1 000 € est attribuée aux personnes visées à l'[article 1er du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#) lorsque l'acquisition ou la prise en location d'un véhicule neuf ou d'un véhicule affecté à la démonstration en France appartenant à la catégorie des véhicules particuliers au sens de l'[article R. 311-1 du code de la route](#) et dont les émissions de dioxyde de carbone sont inférieures ou égales à 160 grammes de CO<sub>2</sub>/km s'accompagne du retrait de la circulation, à des fins de destruction, d'un véhicule satisfaisant aux conditions suivantes :

- 1° Son âge, décompté à partir de la date de la première immatriculation, dont la mention figure sur le certificat d'immatriculation, est supérieur à dix ans ;
- 2° Son propriétaire, dont l'identité ou la raison sociale est mentionnée sur le certificat d'immatriculation, est l'acquéreur ou le locataire du véhicule neuf ou du véhicule de démonstration ;
- 3° Il répond aux conditions fixées aux [1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9° de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#).

Cette aide n'est pas cumulable avec la majoration mentionnée à l'[article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#).

III. - Une aide de 1 000 € est attribuée aux personnes visées à l'[article 1er du décret du 26 décembre 2007](#)

[susvisé](#) lorsque l'acquisition ou la prise en location d'un véhicule neuf ou d'un véhicule affecté à la démonstration en France appartenant à la catégorie des camionnettes au sens de l'[article R. 311-1 du code de la route](#) ou à toute catégorie de véhicule, à l'exception des véhicules particuliers au sens du même article du [code de la route](#), soumise à la mesure des émissions de dioxyde de carbone conformément aux dispositions de la directive 80/1268/CEE du 16 décembre 1980 ou du règlement (CE) n° 715/2007 du 20 juin 2007 s'accompagne du retrait de la circulation, à des fins de destruction, d'un véhicule satisfaisant aux conditions suivantes :

1° Son âge répond aux conditions fixées au 1° du II ;

2° Son propriétaire, dont l'identité ou la raison sociale est mentionnée sur le certificat d'immatriculation, est l'acquéreur ou le locataire du véhicule neuf ou du véhicule de démonstration ;

3° Il répond aux conditions fixées aux [1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8° et 9° de l'article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#).

Cette aide n'est pas cumulable avec la majoration mentionnée à l'[article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#).

IV. - Les aides mentionnées aux II et III répondent aux mêmes modalités de gestion et de remboursement que la majoration mentionnée à l'[article 4 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#). Ces aides peuvent être financées par des subventions de l'Etat. Lorsque l'aide est demandée pour une acquisition ou une prise en location ayant fait l'objet d'une facturation avant l'entrée en vigueur du présent décret, le délai prévu à l'[article 11 du décret du 26 décembre 2007 susvisé](#) ne court qu'à compter de cette date d'entrée en vigueur.

### **Article 13 En savoir plus sur cet article...**

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, la garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 19 janvier 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
de l'énergie, du développement durable  
et de l'aménagement du territoire,

Jean-Louis Borloo

La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Michèle Alliot-Marie

La ministre de l'économie,  
de l'industrie et de l'emploi,

Christine Lagarde

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Rachida Dati

Le ministre du budget, des comptes publics  
et de la fonction publique,

Eric Woerth